

POLITIQUE INDUSTRIELLE TRANSFORMATRICE POUR L'AFRIQUE



POLITIQUE INDUSTRIELLE TRANSFORMATRICE POUR L'AFRIQUE



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Commandes

Pour commander des exemplaires du rapport *Politique Industrielle Transformatrice Pour L'Afrique*, veuillez contacter:

Publications

Commission économique pour l'Afrique

PO. Box 3001

Addis-Abeba, Éthiopie

Tél: +251-11- 544-9900

Télécopie: +251-11-551-4416

Adresse électronique: ecainfo@uneca.org

Web: www.uneca.org

© 2016 Commission économique pour l'Afrique

Addis-Abeba, Éthiopie

Tous droits réservés

Premier tirage: avril 2016

Langue: Français

ISBN: 978-99944-61-88-2

eISBN: 978-99944-62-88-9

Toute partie du présent ouvrage peut être citée ou reproduite librement. Il est cependant demandé d'en informer la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire parvenir un exemplaire de la publication.

Design de la couverture C.Silborn.

TABLE DE MATIÈRES

Liste de Tableaus et Figures	vii
Abréviations	viii
Remerciements	xiii
À propos du rapport	xiv
Chapitre 1 Introduction	1
Chapitre 2 De «La tragédie de la croissance africaine» à «L'émergence de l'Afrique»- Démystifier les mythes	7
2.1. La tragédie de la croissance africaine	9
2.1.1. Les arguments	9
2.1.2. Les critiques	10
2.2. L'émergence de l'Afrique	16
2.2.1. Les arguments	16
2.2.2. Les critiques	18
2.3. Conclusion	26
Chapitre 3 Perspectives théoriques de la politique industrielle	29
3.1. Définition d'une politique industrielle: comparaison politique industrielle générale – politique industrielle sélective	30
3.2. Pourquoi le secteur manufacturier ?	33
3.2.1. Le secteur manufacturier en tant que moteur du développement économique	33
3.2.2. Sommes-nous arrivés à l'ère post-industrielle? Secteur manufacturier par opposition aux services	34
3.2.3. Le secteur manufacturier et les pays africains	36
3.3. Deux visions opposées de la politique industrielle du développement économique: Avantage comparatif et promotion de l'industrie émergente	38
3.3.1. La théorie de l'avantage comparatif	38
3.3.2. La théorie de la promotion de l'industrie émergente	41
3.3.3. Conclusions	43
3.4. Arguments en faveur de la politique industrielle	44
3.4.1. Arguments en matière d'interdépendance	44
3.4.2. Les arguments en matière de capacités	46
3.4.3. Le risque et l'incertitude	48
3.5. Les questions de mise en œuvre	50
3.5.1. La conception d'une politique: Réalisme et adaptabilité	50
3.5.2. Économie politique	53
3.5.3. Gestion du processus de mise en œuvre	55
3.6. Conclusion	59

Chapitre 4 Les expériences de la politique industrielle dans le passé et dans le présent	63
4.1. Les expériences politiques industrielles des pays riches contemporains	67
4.1.1. Les expériences de politiques industrielles des pays riches contemporains après la Seconde Guerre mondiale.	67
4.1.2. Expériences de politiques industrielles par les pays riches contemporains à des stades plus anciens de leur développement économique.	70
4.2. Expériences politiques industrielles des pays riches contemporains	75
4.2.1. La Chine	75
4.2.2. Le Brésil	79
4.2.3. Chili	84
4.2.4. Émirats arabes unis	89
4.2.5. Malaisie	92
4.3. Expériences de politique industrielle des pays actuellement les plus pauvres en voie de développement	101
4.3.1. Vietnam	101
4.3.2. Ouzbékistan	105
4.3.3. Éthiopie	111
4.3.4. Rwanda	116
4.4. Conclusion	120
Chapitre 5 Politiques industrielles pour l'Afrique dans le nouvel environnement mondial	123
5.1. La réduction de l'«espace politique»: LOMC, accords bilatéraux et régionaux de commerce et d'investissement	125
5.1.1. Aperçu	125
5.1.2. Accords multilatéraux	127
5.1.3. Accords bilatéraux et régionaux	142
5.1.4. Conclusion	155
5.2. Expansion des chaînes de valeur mondiales	156
5.2.1. Avantages des CVM	159
5.2.2. Inconvénients des CVM	161
5.2.3. Incidence sur les politiques industrielles	168
5.2.4. Remarques conclusives	173
5.3. Conclusion	175
Chapitre 6 Résumé et conclusion	177
Bibliographie	183

Liste de Tableaux et Figures

Figure 2.1 Taux de croissance annuel du PIB (pourcentage)	19
Figure 2.2 Les particularités du secteur manufacturier des économies africaines	24
Figure 4.1 Droits de douane moyens sur les produits du secteur manufacturier pour les pays développés sélectionnés dans leurs premiers stades de développement (moyenne pondérée, en pourcentage de la valeur)	71
Figure 4.2 Parts E&E dans les exportations manufacturières, 1968–2007 (pourcentages)	99
Figure 4.3 Taux tarifaires moyens et part des crêtes tarifaires dans le tarif douanier d'Ouzbékistan, 2001-2009 (en pour cent)	106
Figure 4.4 Taux de taxes d'accise spécifiques en Ouzbékistan, 2012 (en pour cent sauf si mention contraire)	107
Figure 4.5 Exportations de véhicules d'Ouzbékistan	110
Figure 5.1 Pays qui ont appliqué ou appliquent toujours la politique de prescription relative au contenu local dans les secteurs du pétrole et du gaz	139
Figure 5.2 Accords de commerce ou d'intégration régionaux en vigueur en Afrique (les accords de l'OMC sont en italique)	146
Figure 5.3 Les afflux d'IDE en Afrique, en million	157
Figure 5.4 Part des échanges mondiaux en valeur ajoutée	158
Figure 5.5 Les plus grandes sociétés africaines, en chiffre d'affaires, 2013	163
Tableau 2.1 Les particularités du secteur manufacturier des économies africaines	22
Tableau 4.1 La structure de l'industrie E&E en Malaisie	97
Tableau 5.1 Liste de mesures n'étant pas directement soumises aux accords de l'OMC	126
Tableau 5.2 Droits de douane consolidés et appliqués des pays de l'SSAXSA (produits industriels / non agricoles)	129
Tableau 5.3 Invocations et désinvocations des articles XII et XVIII: B depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de l'OMC	132
Tableau 5.4 Classification des pays d'Afrique (hors l'Afrique du Nord) selon l'Accord SMC	134
Tableau 5.5 Traités d'investissement bilatéraux entre pays africains et autres pays	152

ABRÉVIATIONS

ABDI	Agence brésilienne pour le développement industriel
ACP	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
ACPr	Accords commerciaux préférentiels
ACR	Accords de commerce régionaux
ACS	Accords sur le commerce des services
ADNOC	Abu Dhabi National Oil Company (Compagnie pétrolière nationale d'Abou Dhabi)
ADPIC	Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce
AEP	Asie de l'Est et Pacifique
AGCS	Accord général sur le commerce des services
AGOA	African Growth and Opportunity Act (loi en faveur de la croissance de l'Afrique et son accès aux marchés)
ALE	Accords de libre-échange
AMNA	Accès aux marchés pour les produits non agricoles
AOA	Afrique orientale et australe
APE	Accords de partenariat économique
ARE	Accords de rapprochement économique
ASEAN	Association des nations d'Asie du Sud-Est
ATPA	Andean Trade Preference Act (loi sur les préférences commerciales en faveur des pays andins)
BAD	Banque africaine de développement
BDAC	Banque de développement agricole de Chine
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BNDES	Banque Nationale de développement
CBE	Banque commerciale d'Éthiopie
CDB	Banque de Développement de Chine
CEA	Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique Centrale
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
CEN-SAD	Communauté des États sahélo-sahariens
CFA	Franc des colonies françaises d'Afrique
CIRDI	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements

CODELCO	Corporación Nacional del Cobre de Chile (Corporation nationale du Cuivre du Chili)
CONICYT	Consejo Nacional de Investigación en Ciencia y Tecnología (Conseil national sur l'innovation, les sciences et la technologie)
CORFO	Corporación de Fomento
CNDI	Conseil pour le développement industriel
CNUCED	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
CVDA	Chaîne de valeur dirigée par les acheteurs
CVDP	Chaînes de valeur dirigées par les producteurs
CVM	Chaînes de valeur mondiales
DBE	Banque de développement d'Éthiopie
DNPEA	Recherche agricole nationale et ministère de l'expérimentation
DPI	Droits de propriété intellectuelle
Ducab	Câble dubai
EAU	Émirats Arabes Unis
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
EDPRS	Stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté
EFTP	Enseignement et formation techniques et professionnels
EIB	Banque industrielle des Émirats Arabes Unis
EPB	Agence de planification économique de la Corée
E&E	Électriques et électroniques
FBCF	Formation brute de capital fixe
FCh	Fundación Chile
FDRPE	Front démocratique révolutionnaire des peuples éthiopiens
FMI	Fonds monétaire international
FOB	Franco bord
FTN	Firmes transnationales
F et A	Fusions et acquisitions
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
GBA	Grand Bond en avant
GM	General Motors
HOS	Heckscher-Ohlin-Samuelson
IBC	Initiative concernant le bassin des Caraïbes
IDE	Investissement direct étranger
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
ILP	Industrial Linkage Programme (Programme de liaison industrielle)

ISI	Innovation stratégique industrielle de substitution aux importations
ITT	International Téléphonique et Télégraphique
IMP	Industrial Master Plans (Plans Industriels Directeurs)
JICA	Agence de coopération internationale du Japon
MAPA	Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de l'Alimentation
MED	Ministère de l' Entrepreneur de développement
MDIC	Ministère du Développement, de l'Industrie et du Commerce extérieur
MIDA	Malaysian Industrial Development Authority (Malaysian Autorité de développement industriel)
MIC	Mesures concernant les investissements et liées au commerce
MITI	Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information de la Malaisie
MPOB	Malaysian Palm Oil Board (Conseil de l'huile de palme malaisienne)
MPOPC	Malaysian Palm Oil Promotion Council (Conseil sur la promotion de l'huile de palme malaisienne)
NDP	New Development Policy (Nouvelle politique de développement)
NEP	New Economic Policy (Nouvelle politique économique)
NIE	Nouvelles économies industrialisées
NKEA	National Key Economic Areas (Domaines nationaux économiques clés)
NPF	Nation la plus favorisée
OCDE/OECD	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OIT	Organisation internationale du travail `
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ORD	Organe de règlement des différends
PBM	Plano Brasil Maior
PDP	Politique de développement productif Innover et investir pour soutenir la croissance
PERNAS	Permodalan Nasional
PIB	Produit intérieur brut
PITCE	Lignes directrices pour l'industrie, la technologie et la politique du commerce extérieur
PMA	Pays les moins avancés
PME	Petites et moyennes entreprises
PNB	Permodalan Nasional Berhad
POCPA	Dispositif de crédit et de paiement de l'huile de palme
PORIM	Palm Oil Research Institute of Malaysia (Institut de recherche sur l'huile de palme de Malaisie)
PORLA	Palm Oil Registration and Licensing Authority (Inscription Palm Oil and Licensing Authority)

POSCO	Pohang Iron and Steel Co.
PPA	Parité de pouvoir d'achat
PROCHILE	Bureau de promotion des exportations du Chili
PSF	Fédération du Rwanda de secteur privé
RDC	République démocratique du Congo
R et D	Recherche et développement
RNB	Revenu national brut
SACU	Union douanière d'Afrique australe
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SERNAP	Service des pêcheries nationales du Chili
SMIDEC	Small and Medium Industrial Development Corporation (Petites et moyennes Développement Industrielle Corporation)
SMC	Subventions et mesures compensatoires
SMP	Second Malaysia Plan (Deuxième Plan de la Malaisie)
SPG	Système de Préférences Généralisées
STN	Sociétés transnationales
SVA	Shanghai Video & Audio Electronics Co., Ltd. Société publique chinoise spécialisée en électronique
TIB	Traités d'investissement bilatéraux
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TIDCA	Accord de coopération sur le commerce, l'investissement et le développement
TIFA	Trade and Investment Framework Agreement (Cadre de commerce et d'investissement une entente)
TOT	Termes de l'échange
TRIMS	Mesures concernant les investissements et liées au commerce
TSD	Traitement Spécial et Différentié
TTA	Accords de transfert de technologie
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UD	Unions douanières
USTR	United States Trade Representative, délégué commercial général des États-Unis
VAM	Valeur ajoutée manufacturière
VINATEX	Groupe national du textile et du vêtement du Vietnam
WDI	World Development Indicators (Indicateur du développement dans le monde)
ZFIE	Zones franches industrielles d'exportation

REMERCIEMENTS

Le présent rapport a été préparé sous le leadership, la direction et le soutien du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), Carlos Lopes qui s'est fait le champion de l'Agenda de l'industrialisation en Afrique depuis 2013.

Ce rapport a également bénéficié de la sagesse et de l'orientation intellectuelle du Secrétaire exécutif adjoint chargé de la génération de connaissances et Économiste en chef, Abdalla Hamdok.

Cet étude a été conceptualisée et supervisée par le Directeur de la Division de renforcement de capacités, Adeyemi Dipeolu avec l'assistance d'Emebet Mesfin et Eaman Abdella et fait partie intégrante de l'objectif global de la CEA de promouvoir les politiques et les programmes destinés à appuyer la transformation structurelle de l'Afrique. Ce rapport a été exécuté par la Division de renforcement de capacités en collaboration avec la Division de politiques macroéconomiques et la Division de l'intégration régionale et commerce de la CEA.

Ce présent rapport spécialisé a été rédigé par Ha-Joon Chang, Lecteur en Économie politique du développement, Faculté d'économie et Centre d'études de développement, Université de Cambridge, Jostein Løhr Hauge et Muhammad, Irfan, Centre d'études de développement, Université de Cambridge.

La CEA apprécie les commentaires et contributions des commentateurs de ce rapport, Arkebe Oqubay, Stephen Karingi, Adam Elhiraika, Antonio Pedro, Howard Stein et Anthony Hawkins, ainsi que les suggestions constructives des participants au Dialogue de politiques de haut niveau tenu du 17 au 18 septembre 2015, à Nairobi, Kenya.

Ce rapport a également bénéficié de l'appui substantiel et administratif des collègues de la Division de renforcement des capacités Martin Ndende, Marcel Banza, Rawda Omar-Clinton, Oladipo Edmond Johnson, Bilisson Hassen, Mamayenesh Teshome, Aster Yitayew, Eskedar Bekele, Meseret Arega, Yeshimebet Araya et Mebratu Million. En outre, l'appui en matière de média et du document infographique a été fourni par Mercy Wambui, Carolina Rodriguez, Tessa Schlechtriem, Karen Knols et Didier Habimana.

La CEA espère que ce rapport sera effectif dans la promotion de la transformation structurelle et la croissance inclusive dans le continent et appuiera les gouvernements africains et les décideurs politiques à accélérer leurs efforts d'industrialisation.